

Conférence nationale du PCF
21-22 octobre 2006

Pierre Zarka

Durabilité du rassemblement, niveau de l'ambition, influence du Parti et choix de la candidature

A mes yeux, l'enjeu essentiel est de savoir si la radicalité va imprégner les comportements politiques ou, corollaire du bipartisme, comme c'est le cas en Grande - Bretagne ou aux USA, la radicalité n'aura plus que le champ culturel pour s'exprimer.

A la différence du moment où se tenait notre congrès, lorsque nous parlons du rassemblement alternatif antilibéral nous ne parlons plus d'une abstraction mais déjà d'un début d'expérience. Se mêlent alors des acquis et des problèmes de croissance.

Viser l'arc de forces le plus proche possible du référendum jusqu'à tenter d'y inclure PRS ou la LCR est réaliste : cela repose maintenant sur une stratégie et des mesures antilibérales acquises. A rebours, ce rassemblement est désormais le seul moyen pour que des mesures antilibérales ne restent pas dans un programme mais voient enfin le jour. Si le rassemblement est trop étriqué, il n'y aura pas de politique antilibérale. Or, après l'adoption d'une démarche stratégique et du programme, c'est désormais sur la candidature à la présidentielle que le processus va soit venir s'échouer soit prendre tout son envol.

Nous disons souvent qu'il faut savoir écouter. Pour l'essentiel, les réticences devant notre proposition de candidature, ne relèvent ni de l'anticommunisme ni du refus des partis : au contraire, la plupart des participants considèrent que si le Parti communiste n'en est pas, il n'y a pas de processus. L'objection majeure n'est même pas la récupération. C'est que s'il s'agit de la première responsable du parti, lorsqu'elle passera à la télévision, elle aura beau faire, pour les gens, elle sera la représentante du parti communiste, masquant ainsi involontairement la perception de tout l'éventail fortement composite, rassemblé. Si notre rassemblement était entré dans les mœurs depuis plusieurs années, cette objection aurait moins de valeur. Mais pour un rassemblement qui est à peine naissant, qui de ce fait va rencontrer du doute, l'argument est sérieux.

Trois préoccupations nous animent avec raison.

La durabilité du rassemblement; la capacité d'influence du parti ; être au niveau de l'ambition. Questions incontournables, mais qui ne se réduisent pas à la candidature.

La durabilité du rassemblement est liée à notre présence et à nos apports. Mais pas uniquement. Cette durabilité tient d'abord à la capacité de ce rassemblement à ne pas rester un agrégat de forces mais à se construire une identité antilibérale propre, repérable comme telle, qui ne soit pas de l'eau tiède mais du mélange intelligent des cultures et des parcours. La manière dont a été travaillé le programme est prometteuse: à la fois collective, rassembleuse et respectueuse des idées maîtresses de chaque force.

C'est seulement dans ce cadre que l'écoute du parti se fait plus grande. Chaque force individuelle ou collective engagée fait l'expérience de la nécessité de cet apport à travers notre capacité à porter l'intérêt et la place de tous. Le rassemblement antilibéral est le seul milieu dans lequel le parti peut jouer un rôle conséquent.

L'ambition. Il ne s'agit pas d'une incantation. Plus nous favoriserons le rassemblement antilibéral le plus large et plus il sera clair que l'ambition est de

haut niveau. Plus nous ferions passer toute autre considération avant l'ampleur du rassemblement et plus nous afficherions renoncer à une ambition de grande portée.

La souveraineté des communistes ne peut s'exercer que dans la clarté. Le bulletin de vote doit répondre à ce besoin. Or nous avons un problème. Marie-George ne représente pas la même orientation que Maxime Gremetz ou Jean-Jacques Karman. D'où la nécessité qu'elle ne soit pas présente sur le bulletin de la même manière. Mais une ambiguïté demeure. La clarté des choix conduit à dire que tous ceux qui sont prêts à soumettre la candidature de Marie-George ne le font pas pour le même objectif. Si on ne veut pas aller vers des difficultés d'interprétation, surtout si le consensus ne se fait pas au sein des collectifs, la démocratie implique que le bulletin de vote soit très précis : qu'il soit clair pour ceux qui le souhaitent, qu'il s'agit d'une proposition soumise au débat et que le parti s'engage à demeurer au sein de ce processus.